

## TROIS JOURS APRÈS L'ACCORD CONCLU ENTRE LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET LA FÉDÉRATION DES PORTS

# Talai invite DP World à respecter l'accord social

**La direction émiratie DP World est pleinement concernée par l'accord conclu samedi dernier entre le ministère des Transports et la Fédération nationale des travailleurs des ports UGTA. C'est le ministre de tutelle, M. Talai, qui l'a annoncé hier, lors d'un point de presse ayant suivi la cérémonie de commémoration des travailleurs du port victimes de l'acte terroriste perpétré par l'OAS le 2 mai 1962 près du port d'Alger.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le ministre des Transports est catégorique. Toutes les entreprises gérantes des structures portuaires sont signataires de l'accord social conclu entre la Fédération des travailleurs des ports et le ministère des Transports.

Une déclaration qui tranche pour une fois et définitivement avec l'attitude observée ces dernières années par l'opérateur émirati vis-à-vis de son partenaire social. En 2013 comme en 2014, la direction émiratie de DP World avait ignoré la colère des travailleurs et de leurs représentants syndicaux pour «non-respect

des promesses et autres accords conclus» avec le partenaire social. Les travailleurs, par la voix du syndicat d'entreprise UGTA, réclamaient depuis 2012 le respect des accords signés entre les deux parties concernant l'amélioration des conditions de travail. La différence salariale entre les travailleurs algériens et ceux d'autres ports gérés par le même opérateur est qualifiée «d'inacceptable».

Selon les membres du syndicat, «plusieurs anomalies ont été constatées au niveau de la répartition des rotations, ce qui engendre des déséquilibres dans la répartition des

tâches et une mauvaise exploitation de la main-d'œuvre, souvent surexploitée. Les travailleurs réclament le respect de la loi 11-90 qui édicte les relations entre employeurs et employés et le droit des travailleurs».

Pour rappel, la société émiratie Dubaï Ports World (DPW), qui gère actuellement les terminaux à conteneurs des ports d'Alger et de Djendjen (Jijel) ambitionne d'élargir ses investissements aux autres ports algériens.

Ce souhait a été exprimé par le président de son conseil d'administration M. Soltane Ben Salim à l'époque où Amar Ghoul était à la tête du département des transports.

En évoquant cette question, M. Soltane Ben Salim avait précisé que sa compagnie, qui jouit d'une «bonne» expérience dans le domaine de la gestion des ports, ambitionne de développer ses services dans les ports «stratégiques» notamment celui de Djendjen qui peut, a-t-il dit, «devenir un port pivot dans le bassin méditerranéen et en Afrique».



Photos : DR

Boudjema Talai, ministre des Transports.

Le directeur de DPW, qui gère 65 ports à travers le monde, a précisé que son expérience lui permettra de réduire le coût des opérations d'import/export de l'Algérie par la facilitation des services et la réduction de la durée de séjour en rade des navires et celle des opérations de charge-

ment et de déchargement de la marchandise.

Hier, lors de sa visite au port d'Alger, le ministre des Transports a inspecté les deux scanners ambulants acquis récemment par la direction de l'Entreprise du port d'Alger.

A. B.

## CONNEXION DES DOUANES AU CNRC

# Une mesure «salutaire»

**Le ministre des Finances et celui du Commerce s'accordent à qualifier la connexion des Douanes algériennes avec le Centre national du registre du commerce (CNRC) de mesure «facilitatrice» avant d'être une mesure de «contrôle» et de «répression».**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Les Douanes algériennes se modernisent. Un protocole d'accord d'échanges d'informations entre la Direction générale des Douanes algériennes et le Centre national du registre du commerce a été signé hier après-midi à Alger. Une opération

de modernisation qui permet justement de dématérialiser le papier.

Présent à cette cérémonie, le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, a assuré que cette «connexion» est une mesure facilitatrice avant d'être une mesure de contrôle et de répression. «L'échange électronique d'informations permettra de faciliter et fluidifier les échanges du commerce extérieur d'importation mais aussi d'exportation. La connexion des Douanes algériennes avec le CNRC permettra également de détecter les opérations de fraude telles que la surfacturation, les opérations de doublement et les opérations fictives», explique-t-il.

Pour lui, cette connexion ne peut être que

«salutaire» puisque, poursuit-il, «nous traitons des millions d'opérations à travers les onze points d'accès au territoire national et nous contrôlons les flux de capitaux».

Insistant sur la numérisation des systèmes des administrations et du traitement numérique des données, Abderrahmane Benkhalfa affirme que cette démarche permet de «nettoyer progressivement le système de tout ce qui est surfacturation, opérations fictives et invasion fiscale».

Le ministre prévoit ainsi une prochaine connexion des Douanes algériennes avec les services des impôts. Il estime toutefois que l'obligation de la facturation «doit arriver à un moment ou à un autre». Selon lui, la facturation

assure du confort et de la visibilité. De son côté, le ministre du Commerce, Bekhti Belaïb, affirme que la connexion des Douanes algériennes avec le CNRC s'inscrit dans l'amélioration du climat des affaires. «Ce n'est pas une action destinée à développer la politique de répression».

Non, ce n'est pas l'esprit dans lequel cette connexion a été mise en place», dit-il. Pour lui, cette connexion est «opportune». «Elle permet de contrôler les transactions commerciales d'autant que l'enjeu financier est énorme. Nous avons justement besoin d'une plus grande transparence de l'activité commerciale», dit-il encore.

Ry. N.

## ATTEINTE AUX DROITS D'AUTEUR ET À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

# Le DG de l'Onda demande plus d'implication de la justice

**Le DG de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (Onda), Sami Bencheikh El Hocine, dit militer pour la création d'un cadre de concertation regroupant l'ensemble des institutions chargées de promouvoir et protéger la propriété intellectuelle. Même s'il reconnaît que le dispositif algérien en la matière est «moderne» et permet le respect des questions de propriété intellectuelle, il n'en demeure pas moins que les atteintes aux droits d'auteur sont monnaie courante en Algérie. Une situation qui met en mauvaise posture notre pays, notamment à l'occasion des forums internationaux et les pourparlers, bilatéraux et multilatéraux, au cours desquels ces atteintes reviennent souvent.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Deux opérations de destruction de CD et DVD piratés ont eu lieu ces derniers temps, la prochaine aura lieu aujourd'hui 3 mai et durant laquelle l'Onda procédera à la destruction entre 2 et 3 millions de CD et DVD piratés.

Le DG de cet office, invité hier de la rédaction de la Chaîne 3, a reconnu que ce genre d'opérations n'étaient pas suffisantes pour endiguer le phénomène du piratage des œuvres artistiques et pour protéger la propriété intellectuelle, mais qu'elles étaient davantage au travail

de sensibilisation sur les travers de ce phénomène. «Je dois avouer que ces opérations ne suffisent pas mais elles ont pour objectif de sensibiliser la société civile au nécessaire respect des droits d'auteur et de propriété intellectuelle», a indiqué d'emblée le DG de l'Onda, Sami Bencheikh El Hocine, précisant que le respect de la propriété intellectuelle doit être l'affaire de tous les secteurs.

Le DG de l'Onda dit militer pour la création d'un cadre de concertation regroupant l'ensemble des institutions chargées de promouvoir et protéger la propriété intellectuelle.

L'invité de la radio rappelle que le dispositif algérien en la matière est moderne et permet le respect des questions de propriété intellectuelle. Il faut savoir que la propriété intellectuelle aujourd'hui demeure, selon lui, l'une des préoccupations majeures des gouvernements de par le monde, dès lors que l'innovation et la création sont les moteurs du développement économique d'où l'urgence de protéger les créateurs.

Le même responsable affirme qu'il appelle régulièrement à la stricte application du dispositif algérien qui, d'après lui, demeure un modèle notamment en matière d'évolution des droits d'auteur et de propriété intellectuelle à travers le monde et particulièrement sur le chapitre des sanctions. Un travail commun entre la DGSN, la Gendarmerie nationale, les Douanes algériennes et l'Onda est régulièrement mené sur le terrain, affirme Bencheikh El Hocine, qui lance un appel aux magistrats et donc au secteur de la justice, en vue de l'application la plus stricte de l'ordonnance 03-05 de juillet 2003 relative aux droits d'auteur et droits voisins. En clair, le responsable réclame une coordination et une concertation

plus prononcées de la justice aux côtés des autres acteurs concernés (services de sécurité, douanes et Onda).

«Nous souhaitons plus d'implication du secteur de la justice de telle sorte qu'en amont et en aval, il y ait une certaine cohérence dans le traitement de toutes affaires (de piratage)», a souligné l'hôte de la radio qui admet toutefois la difficulté (pour la justice) de prononcer des peines contre des jeunes de 18 et 20 ans. «Je comprends que ce soit difficile,

mais aujourd'hui, l'Algérie a besoin d'envoyer des signaux et de réaffirmer son engagement pour le respect de la propriété intellectuelle.

C'est d'autant plus important, aux yeux du DG de l'Onda, que ces questions d'atteinte à la propriété intellectuelle sont régulièrement et le plus souvent évoquées dans les forums internationaux auxquels l'Algérie participe, mais aussi lors des pourparlers bilatéraux et multilatéraux (OMC, négociations avec les USA).

Y. D.

## L'appel du DG aux chaînes TV privées

En diffusant illégalement des films et des séries étrangères, les chaînes TV privées algériennes engagent la responsabilité pénale de l'Algérie, a prévenu le DG de l'Onda qui réitère son appel (à ces chaînes) en vue du respect des droits d'auteur. Il déplore que les nombreuses mises en demeure adressées aux propriétaires de ces chaînes n'aient pas trouvé d'écho favorable. «Si ces chaînes persistent à diffuser illégalement des films américains et européens, c'est la responsabilité pénale de l'Algérie qui est largement engagée. Et si les propriétaires légaux de ces œuvres réagissent, ils réagiront vis-à-vis de l'Algérie en tant qu'Etat et non pas de telle ou telle autre chaîne. L'Algérie peut être épinglée et des sanctions importantes peuvent lui être infligées», a-t-il averti.

Y. D.